

INSTRUCTION N° 22 AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT RELATIVE A LA GESTION DES RISQUES

La Banque Centrale du Congo,

Vu la Loi n°005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, notamment son article 6,

Vu la Loi n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, notamment son titre troisième,

Arrête les règles prudentielles en matière de gestion des risques applicables aux établissements de crédit.

TITRE I : DES PRINCIPES GENERAUX

Article 1^{er}

Les établissements assujettis à la présente Instruction sont :

- les banques ;
- les institutions financières spécialisées ;
- les sociétés financières ;
- les caisses d'épargne.

Article 2

Les établissements assujettis doivent mettre en place des systèmes de gestion des risques permettant d'identifier, d'analyser, de mesurer, de surveiller, ou de maîtriser les risques de différentes natures auxquels les exposent leurs activités.

Ces systèmes doivent être adaptés à la nature, au volume et au degré de complexité des activités et opérations de l'établissement et ajustés régulièrement en fonction de leur profil de risque et de l'évolution des marchés.

INSTRUCTION NO 22 TO CREDIT INSTITUTIONS ON RISK MANAGEMENT

The Central Bank of Congo,

Pursuant to Law n ° 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, organization and functioning of the Central Bank of Congo including Article 6

Pursuant to Law n ° 003/2002 of 2 February 2002 concerning the activity and supervision of credit institutions, including his third title,

Stop prudential rules for risk management applicable to institutions .
Credit

TITLE I: GENERAL PRINCIPLES

Article 1

Institutions subject to this Instruction are:

- banks; - Specialized financial institutions; - Financial corporations; -.
Savings

Article 2

Reporting institutions must put in place risk management systems to identify, analyze, measure, monitor, and control the risks of different natures which expose their activities .

These systems must be tailored to the nature, scale and complexity of the activities and operations of the institution and adjusted regularly depending on their risk profile and market developments.

Les établissements assujettis doivent mettre en place des processus d'évaluation de l'adéquation globale des fonds propres réglementaires au regard de ces risques.

Article 3

Les stratégies, les politiques, les procédures et les limites de gestion des risques doivent être clairement définies et approuvées par les organes statutaires compétents des établissements de crédit, adaptées à la gestion de chaque risque significatif et doivent être clairement explicitées, revues, mises à jour et communiquées au sein des établissements et respectées dans la pratique.

Article 4

Pour l'application de la présente Instruction, la chaîne de décisions et pouvoirs des organes statutaires principaux se présente comme suit :

- (i) organe délibérant (conseil d'administration, conseil de surveillance ou toute instance équivalente) approuve et examine à intervalles réguliers la stratégie de gestion de chaque risque significatif ainsi que les politiques et les procédures destinées à identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques.
- (ii) organe exécutif (Comité de Gestion, Direction Générale, Directoire ou toute instance équivalente) met en œuvre la stratégie de chaque risque significatif, approuvée par l'organe délibérant et élabore les politiques et procédures y afférentes. Il prend les mesures nécessaires pour suivre et contrôler tous les risques significatifs, dans le respect des stratégies adoptées.

Aussi, on entend par :

- (i) risque de crédit : le risque résultant de la défaillance d'une contrepartie qui n'est plus en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de l'établissement ;
- (ii) risques de marché : le risque de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils comprennent :
 - les risques de pertes sur les positions en instruments financiers au bilan et au hors-bilan du fait d'évolutions défavorables dans les prix du marché ;

Reporting institutions must set place overall adequacy assessment process of regulatory capital against these risks.

Article 3

The strategies, policies, procedures and risk management limits should be clearly defined and approved by the relevant statutory bodies credit institutions, adapted to the management of each significant risk and should be clearly explained, journals, updated and communicated within institutions and respected in practice.

Article 4

For the purposes of this Instruction, the decisions chain and powers of the principal statutory bodies is as follows:

- (i) deliberative body (board of directors, supervisory board or equivalent body) approves and regularly reviews the each significant risk management strategy and policy and procedures to identify, measure, monitor and control risk.
- (ii) executive body (Management Board, Executive Management, Management or equivalent body) is implementing the strategy of each significant risk, approved by the legislative body and develops policies and related procedures. It takes the necessary measures to monitor and control all significant risks, in compliance with the adopted strategiesterm:.

Also, the

(I) credit risk: the risk resulting from the default of a counterparty that is no longer able to meet its commitments to the institution;

(ii) market risks: the risk of losses from changes in prices.

market They include:

- the risk of losses on positions in financial instruments in the balance sheet and off-balance sheet due to adverse changes in market prices;

- le risque de change est celui résultant d'une évolution adverse des prix des devises étrangères converties en devise domestique en raison d'une position ouverte, ou au comptant ou à terme, dans une devise étrangère ;
- (iii) risque de liquidité : le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir s'acquitter de ses engagements à leurs échéances ou de ne pas pouvoir dénouer une position en raison de la situation du marché ;
- (iv) risques opérationnels : le risque de pertes résultant de carences ou défaillances imputables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs. Le risque opérationnel inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation ;
- (v) risque juridique : le risque de tout litige avec une contrepartie, résultant d'une imprécision, lacune ou insuffisance susceptible d'être imputable à l'établissement au titre de ses opérations ;
- (vi) risque de taux d'intérêt : le risque encouru en raison de l'évolution défavorable des taux d'intérêts sur l'ensemble des opérations du bilan et du hors bilan de l'établissement, à l'exception des opérations qui sont couvertes par le dispositif de suivi des risques de marché ;
- (vii) risque de règlement : le risque encouru au cours de la période qui sépare le moment où l'instruction de paiement ou de livraison d'un instrument financier vendu ne peut plus être annulée unilatéralement et la réception définitive de l'instrument financier acheté ou des espèces correspondantes ;
- (viii) risque d'intermédiation : le risque de défaillance d'un donneur d'ordres ou d'une contrepartie à l'occasion d'une transaction sur instruments financiers dans laquelle l'établissement assujetti apporte sa garantie de bonne fin.
- (ix) intraday : pendant la journée ou dans la journée.
- (x) overnight : dans l'immédiat ou du jour au lendemain.
- (xi) stop-losses : contenir le déficit ou arrêter le déficit.

- the risk is that resulting from adverse price developments foreign currency converted into domestic currency due to an open position, or cash or futures in foreign currencies;

(iii) liquidity risk: the risk to the institution not being able to meet its commitments their deadlines or can not close out a position because of the market

situation,(iv) operational risks: the risk of loss resulting from inadequate or failure attributable to procedures, personnel, internal systems or external events. Operational risk includes legal risk, but excludes strategic and reputational risks;

(v) legal risk: the risk of any dispute with a counterparty resulting from inaccuracy, omission or failure may be attributable to the establishment in respect of its

operations,(vi) interest rate risk: the risk due to adverse changes in interest rates on all balance sheet and off-balance sheet operations of the institution, to the excluding transactions which are covered by the monitoring device market risks;

(vii) settlement risk: the risk during the period between when the payment instruction or delivery of a financial instrument sold can not be canceled unilaterally and final acceptance of the financial instrument bought or corresponding species;

(viii) intermediation risk: the risk of failure of a prime contractor or a counterparty on the occasion a transaction in financial instruments in which the reporting institution brings his performance guaranteeintraday:.

(ix) during the day or in the dayovernight.

(s) immediately or overnight

(xi.) Stop-Losses: the deficit and stop the deficitidentification;.

Article 5

La gestion de chaque risque significatif comprend les étapes ci-après :

- l'identification ;
- l'analyse ;
- la mesure ;
- la surveillance et ;
- la maîtrise.

Titre II : DE LA GESTION DU RISQUE DE CREDIT**Article 6**

Les établissements assujettis doivent mettre en place un environnement approprié pour la gestion du risque de crédit, avec l'organe délibérant approuvant la stratégie, l'organe exécutif mettant en œuvre la stratégie et développant des politiques, des procédures et les services de la banque, capables d'identifier et de gérer le risque de crédit inhérent à toutes ses activités.

Article 7

Les établissements assujettis doivent disposer d'une procédure de sélection des risques de crédit et d'un système de mesure des risques leur permettant notamment :

- d'identifier de manière centralisée leurs risques de bilan et de hors bilan à l'égard d'une contrepartie ou des contreparties considérées comme un même bénéficiaire ;
- d'appréhender les différentes catégories de niveaux de risques à partir d'informations qualitatives et quantitatives ;
- d'appréhender et de contrôler le risque de concentration au moyen des procédures documentées ;
- d'appréhender et de contrôler le risque résiduel au moyen de procédures documentées ;
- de vérifier l'adéquation de la diversification des engagements à leur politique en matière de crédit.

Article 8

Le dispositif de mesure, de suivi et de maîtrise du risque de crédit doit permettre de s'assurer que les risques auxquels est exposé l'établissement, du fait de la défaillance des contreparties, sont correctement évalués et

Article 5

The management of each significant risk includes the following steps:

- - Analysis; - The measure; - Monitoring and; - MasterII.

Title MANAGEMENT OF CREDIT RISK

Article 6

Reporting institutions must establish an appropriate environment for the management of credit risk, with the legislative body approving the strategy, the executive body implementing strategy and developing policies, procedures and services of the bank, able to identify and manage credit risk inherent in its activities.

Article 7

Reporting institutions must have a credit risk selection procedure and a system for measuring risks enabling them

to:- identify centralize their risk of balance sheet and off balance sheet in respect of a counterparty or counterparties considered as a single beneficiary; - To understand the different categories of risk levels based on

qualitative and quantitative information; - To understand and control concentration risk through

documented procedures; - To understand and control the residual risk through

documented procedures; To verify the adequacy of the diversification of commitments to their

-.credit policy

Article 8

The measuring device, monitoring and credit risk control should help to ensure that the risks facing the institution because of the failure of

counterparties are adequately assessed and

régulièrement suivis, conformément aux stratégies, aux politiques, aux procédures et aux limites qu'il a définies.

Section 1 : Du dispositif de sélection des opérations.

Article 9

Les établissements assujettis doivent s'assurer que le processus d'octroi de crédit est organisé avec des procédures internes et des instructions écrites précisant les critères d'appréciation du risque de crédit ainsi que la définition des attributions des personnes et des organes habilités à engager l'établissement. Ces critères doivent être adaptés aux caractéristiques de l'établissement, en particulier, sa taille, la nature et la complexité de ses activités.

Les procédures d'octroi de crédit doivent couvrir les différents aspects des activités d'octroi de crédit (demande de crédit, analyse de la demande, approbation du dossier, décaissement, surveillance et recouvrement) ainsi que les opérations administratives qui en résultent.

Les établissements assujettis doivent mettre en place des procédures d'approbation, d'extension, de renouvellement et de restructuration des crédits.

Article 10

Les décisions d'octroi de crédit doivent tenir compte de la rentabilité globale des opérations effectuées avec le client et ce, à travers l'analyse prévisionnelle des charges et produits y afférents (coûts opérationnels et de financement, charge correspondante au risque de défaillance éventuelle de la contrepartie et rémunération des fonds propres).

Article 11

Les procédures de décision de prêts ou d'engagements, notamment lorsqu'elles sont organisées par voie de délégation, doivent être clairement formalisées et adaptées aux caractéristiques de l'établissement, en particulier sa taille, son organisation, sa nature et son activité.

Lorsque la nature et l'importance des opérations le rendent nécessaire, les établissements assujettis s'assurent, dans le cadre du respect des procédures de délégation définies, que les décisions de prêts ou d'engagements sont prises par au moins deux personnes et que les dossiers

5,

regularly monitored consistent with the strategies, policies, procedures and limits it has set¹.

Section From Operations selection device institutions.

Article 9

Reporting must ensure that the credit process is organized with internal procedures and written instructions specifying the credit risk assessment criteria and the definition of the powers of individuals and bodies empowered to bind the institution. These criteria must be adapted to the characteristics of the institution, in particular its size, nature and complexity of its activities.

The credit granting procedures must cover the various aspects of credit granting activities (credit application , demand analysis, approval of the record, disbursement, monitoring and recovery) as well as administrative operations that result.

Reporting institutions must establish procedures for the approval, extension, renewal and restructuring of loans.

Article

10 of credit decisions must reflect the overall profitability of transactions with the customer and, through predictive analysis of income and expenses relating thereto (operating cost and financing, corresponding charge to the risk of default of the consideration and eventual return on equity).

Article 11

The loan decision procedures or commitments, particularly where they involve delegation, must be clearly formalized and adapted to the characteristics of the establishment, especially its size, its organization, its nature and activity.

Where the nature and size of transactions so require, reporting institutions

shall ensure, in the context of compliance with defined delegation procedures, the decisions of loans or commitments are made by at least two people and that files

de crédit ont fait également l'objet d'une analyse par une unité spécialisée indépendante des entités opérationnelles.

Lors de l'octroi de prêts ou d'engagements envers les dirigeants ou les actionnaires principaux, les établissements assujettis examinent la nature des opérations et les conditions dont elles sont assorties au regard de la réglementation prudentielle en vigueur.

Article 12

Les demandes de crédit donnent lieu à la constitution de dossiers comportant les documents comptables les plus récents ainsi que les informations quantitatives et qualitatives permettant l'appréciation du risque de crédit par la prise en compte des éléments sur la situation financière du bénéficiaire, en particulier de sa capacité de remboursement et, le cas échéant, des garanties reçues.

Les dossiers de crédit sont régulièrement mis à jour.

Section 2 : Du dispositif d'analyse du risque de crédit

Article 13

L'analyse du risque de crédit doit notamment prendre en considération, la nature des activités exercées par le demandeur de crédit, sa situation financière, la surface patrimoniale de ses principaux actionnaires ou associés, sa capacité de remboursement ainsi que les garanties et sûretés qu'il a proposées.

Pour les risques sur une entreprise, il faut également prendre en compte l'analyse de son environnement économique, des caractéristiques des associés ou actionnaires et des dirigeants, et entités avec laquelle elle constitue un groupe d'intérêt.

Article 14

Les établissements assujettis doivent procéder, à tout le moins trimestriellement, à l'analyse de l'évolution de la qualité de leurs engagements. Cet examen permet notamment de déterminer, pour les opérations dont l'importance est significative, les reclassements nécessaires au sein des catégories internes d'appréciation du niveau de risque de crédit, ainsi que, en tant que de besoin, les affectations dans les rubriques comptables de créances douteuses et les niveaux appropriés de provisionnement.

credit were also analyzed by a specialized unit independent operating entities.

When loans or commitments to officers or major shareholders, subject institutions examine the nature of operations and the conditions attaching to them under the prudential regulations.

Article 12

The loan applications result in the creation of files with the most recent accounting records as well quantitative and qualitative information for the assessment of credit risk by taking into account the elements of the recipient's financial situation, particularly its ability to repay and, where appropriate, guarantees received.

Credit reports are regularly Updated².

Section From credit risk analysis device

Article 13

The credit risk analysis must take into consideration the nature of the activities of the applicant credit, financial situation, the heritage area its major shareholders or members, its repayment capacity and the guarantees and collateral he offered.

For exposures to a company, it must also take into account the analysis of the economic environment, the characteristics of the partners or shareholders and leaders, and entities with which it constitutes an interest group.

Article 14

Reporting institutions must proceed, at least quarterly, to analyze the evolution of the quality of their commitments. This examination includes consideration for operations whose importance is significant, the necessary reclassifications within internal categories for assessing the level of credit risk and, as necessary, the assignments in the accounting

headings NPL and appropriate levels of provisioning.

Article 15

La détermination du niveau approprié de provisionnement tient compte des garanties pour lesquelles les établissements s'assurent des possibilités effectives de leur réalisation et de l'existence d'une évaluation récente réalisée sur une base prudente.

Pour ce faire, les établissements assujettis doivent mettre en place un dispositif de gestion des garanties et des sûretés détenues en contreparties des crédits et procéder de manière périodique à leur réévaluation.

Article 16

L'organe exécutif doit procéder, à tout le moins semestriellement, à une analyse a posteriori de la rentabilité des opérations de crédit.

Article 17

Les établissements assujettis attribuent à leurs contreparties pour l'évaluation du risque des crédits, une note en référence à une échelle de notation.

Section 3 : Du dispositif de mesure de risques de crédit**Article 18**

Les systèmes de mesure des risques de crédit mis en place doivent notamment permettre d'identifier, de mesurer et d'agrégier le risque qui résulte de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan pour lesquelles l'établissement encourt un risque de défaillance d'une contrepartie.

Pour la mesure du risque de crédit généré par des instruments négociés sur des marchés de gré à gré ou des marchés assimilés aux marchés organisés, les établissements assujettis dont l'activité est significative, doivent retenir une méthode d'évaluation au prix du marché qui prenne en compte un facteur de risque futur.

Article 15

The determination of the appropriate level of provisioning reflects the guarantees for which institutions ensure effective opportunities to achieve them and the existence of a recent evaluation carried out on a prudent basis.

To do this, reporting institutions must set up a management system guarantees and collateral held by counterparties of credit and proceed to periodically re-evaluation.

Article 16

The executive body must, at the very least semi-annually in a post hoc analysis of the profitability of credit operations³:

Article 17

Reporting institutions attribute to their counterparts for the risk assessment of credits, a note referring to a rating scale

Section From measuring device credit risk**Article 18**

Measurement systems of credit risk implemented should enable to identify, measure and aggregate risk resulting from all on- and off-balance sheet for which the institution incurs a risk of counterparty default.

For measurement of credit risk generated by instruments traded on over-the-counter markets or markets assimilated to regulated markets, subject institutions whose activity is significant, should retain a method of evaluating the market price which takes into account a future risk factor.

Article 19

Les établissements assujettis qui utilisent des systèmes statistiques pour la sélection et la mesure de leurs risques de crédit vérifient régulièrement leur pertinence au regard des incidents de paiement constatés dans le passé récent et en tenant compte de l'évolution de l'environnement économique et juridique.

Article 20

Les établissements doivent mettre en place des procédures spécifiques de gestion des concours qui, au regard de la réglementation en vigueur, sont considérés comme créances irrégulières ou en souffrance. Ces concours doivent être enregistrés dans les comptes appropriés des établissements assujettis et donner lieu à la constitution des provisions requises.

Article 21

Les établissements doivent se doter des dispositifs de mesure, de maîtrise et de surveillance du risque de concentration du crédit.

Les dispositifs de surveillance de la concentration des risques de crédit doivent prendre en compte la concentration des risques sur une même contrepartie individuelle ou groupe d'intérêt, ainsi que les concentrations par type de crédit, par secteur économique, par zone géographique, par pays, et par type de garantie ou sûreté.

Article 22

Les risques de crédit encourus sur des contreparties bénéficiant de concours importants, doivent être approuvés, par l'organe exécutif, faire l'objet d'une surveillance particulière, tant sur base individuelle que consolidée, et d'une information périodique à l'organe délibérant.

Les risques de crédit encourus sur des contreparties bénéficiant de concours trop importants doivent être approuvés par l'organe délibérant.

Article 23

Les établissements assujettis sont tenus de mettre en place des mécanismes d'atténuation de risque de crédit.

Article 19

Reporting institutions that use statistical systems for the selection and the extent of their credit risk regularly check their relevance to the incident payment established in the recent past and taking into account the evolution of the economic and legal environment.

Article 20

Schools must implement specific procedures contest management, which, under the regulations, are considered Irregular claims or outstanding. These competitions must be recorded in the appropriate accounts of supervised institutions and lead to the creation of the required provisions.

Article 21

The institutions must have the measurement, control and credit concentration risk monitoring.

Monitoring Devices the concentration of credit risks should consider the risk concentration on one individual counterparty or interest group, as well as concentrations by type of credit, by economic sector, by region, by country and by type guarantee or security.

Article 22

Credit risks incurred on counterparties of important competitions, must be approved by the executive body, subject to special supervision, both on an individual basis as consolidated, and a periodic information to the legislative body.

Credit risks incurred on counterparties with excessive competition must be approved by the legislative body.

Article 23

Reporting institutions are required to implement credit risk mitigation mechanisms .

Section 4 : Du dispositif de surveillance et de maîtrise du risque de crédit

Article 24

Les établissements assujettis mettent en place des mécanismes adéquats leur permettant de :

- s'assurer du respect de l'application en leur sein des stratégies, des politiques et procédures de gestion des risques de crédit mises en place ;
- s'assurer de la qualité de ces stratégies, politiques et procédures pour des éventuelles mises à jour ;
- s'assurer du respect des limites aux expositions aux mêmes contreparties et aux personnes apparentées ;
- s'assurer de l'application du processus d'identification de risque de crédit ;
- s'assurer de l'application du processus d'analyse et d'évaluation de risque de crédit ;
- s'assurer de l'application du processus de mesure et du suivi de gestion de risque de crédit ;
- s'assurer du respect de l'interaction entre l'organe délibérant et l'organe exécutif sur la gestion de risque de crédit ;
- s'assurer de l'adéquation de leurs fonds propres réglementaires au regard de leur profil de risque de crédit ;
- s'assurer de l'application des mécanismes d'atténuation des risques de crédit pour une gestion prudente.

Article 25

Les établissements assujettis doivent mettre en place des procédures spécifiques d'identification précoce de la détérioration de la qualité des crédits au regard de la réglementation en vigueur.

Article 26

Les établissements assujettis doivent régulièrement effectuer des simulations de crise pour évaluer la vulnérabilité de leur portefeuille de crédits en cas de retournement de conjoncture ou de détérioration de la qualité des contreparties.

Section 4: monitor and control risk credit

Article 24

Reporting institutions shall put in place appropriate mechanisms to enable them to:

- ensure compliance of the application within their strategies, policies and Credit risk management procedures in place; - Ensuring the quality of these strategies, policies and procedures

- for any updates; - Ensure compliance with limits on exposures to the same

- counterparties and related persons; - Ensure the application of risk identification

- credit process; - Ensure the implementation of the process of analysis and assessment;

- credit risk - Ensure the application of the measurement process and management monitoring;

- credit risk - Ensure compliance of the interaction between the legislative body and

- the executive body of the credit risk management; - Ensure the adequacy of their regulatory capital into

- relation their credit risk profile; Ensure the implementation of mitigation mechanisms credit risk

- for prudent management

Article 25

Reporting institutions must establish specific procedures for early identification of deteriorating credit quality in terms of the regulations.

Article 26

Reporting institutions shall conduct regular stress tests to assess the vulnerability of their credit portfolio in the event of economic downturn or deterioration in the quality of the counterparties.

Article 27

Les établissements assujettis doivent périodiquement effectuer des simulations de crise pour leurs principales formes de concentration du risque de crédit et examiner leurs impacts sur les résultats et les fonds propres réglementaires.

TITRE III : DE LA GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ**Article 28**

Les établissements assujettis doivent mettre en place un environnement approprié pour la gestion des risques de marché, avec l'organe délibérant approuvant la stratégie, l'organe exécutif mettant en œuvre la stratégie et développant des politiques, des procédures et les services de la banque, capables d'identifier et de gérer les risques de marché inhérents à toutes ses activités.

Article 29

Les établissements assujettis doivent mettre en place un dispositif de mesure, de suivi et de maîtrise des risques de marché qui permette de s'assurer que les risques auxquels est exposé l'établissement, du fait des variations des prix, sont correctement évalués et régulièrement suivis, conformément aux stratégies, aux politiques, aux procédures et aux limites définies à cet effet par l'établissement.

Section 1 : Du dispositif d'identification des risques de marché**Article 30**

Les établissements assujettis disposent d'une procédure de gestion des risques de marché permettant de :

- identifier de manière centralisée leurs risques de bilan et de hors bilan et ceux résultant des facteurs exogènes à l'égard des variations des prix ;
- appréhender les différentes catégories de risques de marché auxquels ils sont exposés à partir d'informations qualitatives et quantitatives ;
- identifier et séparer les positions relevant du portefeuille de négociation de celles affectées au portefeuille bancaire. Cette séparation s'applique également aux instruments de couverture des

Article 27

Reporting institutions shall make periodic stress tests for their main forms of credit risk concentration and examine their impact on the results and regulatory capitalIII.

TITLE MANAGEMENT MARKET RISKS**Article 28**

Reporting institutions shall establish an appropriate environment for management of market risks, with the legislative body approving the strategy, the executive body implementing the strategy and developing policies, procedures and services of the bank, able to identify and manage market risks inherent in all its activities.

Article 29

Reporting institutions must put in place a measuring device, monitoring and control of market risks that allows to ensure that the risks facing the institution, due to price changes are properly assessed and regularly monitored in accordance with the strategies, policies, procedures and limits to this effect by the institution1.

Section From the identification device market risk**Article 30**

Reporting institutions have a market risk management procedure to:

- identify centralize their risk of balance sheet and off balance sheet and those arising from exogenous factors against price changes;
 - Understand the different categories of market risks to which they are exposed from qualitative and quantitative information;
 - Identify and separate the positions in the trading portfolio of those assigned to the banking book.
- This separation also applies to hedging instruments